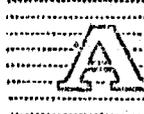


NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
RESTREINTE  
A/AC.25/SR.292  
5 novembre 1952  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE  
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT QUATRE-VINGT-DOUZIEME SEANCE (PRIVEE)

Tenue au Siège, à New-York,  
le mardi 28 octobre 1952, à 12 heures 30.

SOMMAIRE

- Adoption de l'ordre du jour.
- Câblogramme de M. Reedman concernant les pourparlers relatifs aux comptes bloqués :
  - a) Progrès des négociations entre les experts d'Israël et la Barclay's Bank;
  - b) Demande d'assistance à adresser à l'Office de secours et de travaux.
- Evaluation des biens abandonnés par les réfugiés arabes en Israël.

52-37242

PRÉSENTS

<u>Président :</u>	M. ORDONNEAU	France
<u>Membres :</u>	M. ROSS	} États-Unis d'Amérique
	M. BARCO	
	M. BARAN	Turquie
<u>Egalement présents :</u>	M. BLANDFORD	Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies
	M. INGRAND	Commission consultative auprès de l'Office
<u>Secrétariat :</u>	M. CHAI	Secrétaire principal par intérim
	M. BERNCastle	Spécialiste des questions foncières
	M. LADAS	

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

CABLOGRAMME DE M. REEDMAN CONCERNANT LES POURPARLERS RELATIFS AUX COMPTES BLOQUES

a) PROGRES DES NEGOCIATIONS ENTRE LES EXPERTS D'ISRAEL ET LA BARCLAY'S BANK.

Le PRESIDENT constate que, dans son câblogramme, dont les membres de la Commission ont reçu des copies, M. Reedman soulève les questions de savoir comment on établira l'identité des bénéficiaires et comment les versements leur seront faits. La proposition tendant à charger la Barclay's Bank d'exercer un contrôle général sur les versements suppose qu'on aura obtenu l'accord du Israel Custodian of Absentee Property (administrateur des biens des absents). Le Président propose donc que la Commission prenne contact à ce sujet avec la délégation d'Israël; en effet, si Israël accepte cette manière de procéder, l'opération exigera beaucoup moins de temps.

Il est décidé que le Président entreprendra une démarche en ce sens auprès de la délégation d'Israël.

b) DEMANDE D'ASSISTANCE A ADRESSER A L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX

M. ROSS (Etats-Unis d'Amérique) se demande si, en fournissant toute l'assistance demandée par M. Reedman dans son câblogramme, l'Office de secours et de travaux ne se trouverait pas mêlé trop étroitement aux aspects techniques de l'opération. Le représentant des Etats-Unis pense que tous les membres de la Commission s'accordent à reconnaître qu'il est souhaitable de rétablir des relations normales entre les banques et leurs clients. Ce qui le préoccupe, c'est moins le fait que l'Office pourrait assumer certaines responsabilités que le fait que l'Office serait interposé entre les banques et leurs clients. Selon lui, il conviendrait que l'Office apporte toute l'assistance en son pouvoir pour l'opération envisagée, sans s'interposer entre les parties.

M. BARAN (Turquie) croit que la Barclay's Bank éprouverait une réelle difficulté à entrer en contact avec les bénéficiaires et à les identifier.

et qu'elle aura par conséquent besoin d'une aide. La question qui se pose est celle des moyens à employer pour que la Barclay's Bank soit mise en relation avec les réfugiés.

Le PRESIDENT approuve les vues exprimées par les autres membres de la Commission. Il est persuadé que M. Blandford ne désire pas que l'Office se trouve trop étroitement mêlé à l'opération. Seuls les troisième et quatrième points du câblogramme de M. Reedman conduiraient toutefois à ce danger et, étant donné qu'une fois les relations établies, elles se poursuivront par correspondance, le troisième point n'est guère important. Le Président ne voit pas de raison de s'opposer aux deux premiers points qui prévoient que la Commission demandera à l'Office de prêter son assistance pour distribuer les formules sur demande et pour recevoir les demandes et les transmettre aux banques.

M. ROSS (Etats-Unis d'Amérique) et M. BARAN (Turquie) partagent la manière de voir du Président.

Sur l'invitation du Président, M. Blandford (Office de secours et de travaux des Nations Unies) et M. Ingrand (Commission consultative auprès de l'Office prennent place à la table de la Commission.

Le PRESIDENT souhaite la bienvenue à M. Blandford et à M. Ingrand. Retraçant les travaux de la Commission sur la question du déblocage des comptes bloqués en Israël appartenant à des Arabes, il dit que la présente séance a été convoquée pour examiner les questions d'ordre pratique que soulèvent les pourparlers actuellement en cours à Londres entre les représentants d'Israël et la Barclay's Bank au sujet du transfert de la somme à débloquer à titre de premier versement aux titulaires des comptes. Le Président signale que M. Reedman indique dans son câblogramme la nécessité d'une certaine assistance de l'Office. La Commission est d'avis que cette assistance ne doit pas avoir pour effet d'ajouter aux responsabilités actuelles de l'Office, mais qu'elle serait très utile et que l'Office est l'institution qui est le mieux en mesure d'établir les contacts voulus.

Deux des points du câblogramme de M. Reedman n'entraîneraient pas l'Office à assumer de nouvelles responsabilités; ce sont la distribution de

formules aux requérants sur leur demande, et la réception des demandes et leur transmission aux banques. La Commission a déjà discuté les troisième et quatrième points mentionnés dans le câblogramme. Le troisième point entraînerait des responsabilités supplémentaires pour l'Office et il présente un caractère de nécessité moindre, étant donné qu'il n'est pas indispensable que l'Office serve d'intermédiaire pour la correspondance une fois qu'il se sera entremis pour faciliter l'entrée en relations.

M. BLANDFORD (Office de secours et de travaux) exprime le plaisir qu'il éprouve à se retrouver parmi les membres de la Commission. En réponse aux déclarations du Président, il dit qu'il a reçu quelques jours auparavant un câblogramme du chef de la Division économique de l'Office, M. Baster, auquel il a répondu, ne prévoyant pas qu'il se présenterait devant la Commission et que M. Ingrand se trouverait au Siège. Il a approuvé en principe la méthode proposée par M. Baster dans son câblogramme et il a demandé à ce dernier de s'entretenir avec les membres de la Commission consultative au sujet de l'assistance que pourrait apporter l'Office. M. Blandford a également eu quelque hésitation en ce qui concerne le quatrième point du câblogramme de M. Reedman et il a dit dans le message qu'il a adressé au chef de la Division économique que l'Office ne devrait pas être chargé d'établir en définitive l'identité des bénéficiaires ou le montant des sommes à leur verser. M. Blandford avait l'intention, en envoyant son message, d'assurer le concours aussi complet que possible de l'Office. Si on le juge utile, des instructions plus détaillées pourront être envoyées à Beyrouth par câble.

Le PRÉSIDENT remercie M. Blandford et exprime l'opinion que la position de la Commission de conciliation et de l'Office se trouvera affermie dans tout le Moyen-Orient si l'opération peut s'effectuer rapidement. Il propose que la Commission prenne note de la réponse de M. Blandford et laisse au représentant local de la Barclay's Bank le soin de demander à l'Office toute l'assistance qui pourra être nécessaire.

Il en est ainsi décidé.

M. BLANDFORD (Office de secours et de travaux) dit qu'il sera heureux de prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir à la

Barclay's Bank toute l'assistance possible.

M. Blandford et M. Ingrand se retirent.

**EVALUATION DES BIENS ABANDONNES PAR LES REFUGIES ARABES EN ISRAEL**

M. ROSS (Etats-Unis d'Amérique) estime que le document de travail préparé par le Secrétariat est raisonnable et il émet l'avis que la Commission pourrait désirer exprimer cette opinion.

La Commission approuve le texte d'une lettre que le Président enverra au Secrétaire général concernant l'étude projetée de l'évaluation des biens abandonnés par les réfugiés arabes en Israël exposée dans le document de travail présenté par le Secrétariat.

La séance est levée à 13 heures 25.